

L'Humanité *rouge*

Proletaires de tous les pays,
unissez-vous !

1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 294
jeudi 26 juin 1975

Mardi après-midi l'agence Tass a publié une violente attaque contre le «*Quotidien de Paris*» et proféré des menaces ouvertes contre les socialistes portugais.

Ainsi l'affaire «*Republica*» est devenue une affaire «*Quotidien de Paris*», une affaire européenne et internationale.

En s'en prenant avec une rage inouïe à un journal français, les révisionnistes soviétiques se sont une fois de plus grossièrement ingérés dans les affaires intérieures de la France et ont montré plus que le bout du nez sur leurs ambitions en Europe.

Il faut se poser en effet la question : pourquoi la clique Brejnev pousse-t-elle de tels hurlements, pourquoi ses valets en France, les Marchais, Leroy et Cie, transpirent-ils à grosses gouttes pour «démontrer» que le document publié par le «*Quotidien de Paris*» est un faux ?

Il n'y a pas de fumée sans feu et comme la fumée est épaisse et noire, le feu est sérieux et pas difficile à découvrir.

Tout ce que comporte le document publié lundi par le «*Republica*» et le «*Quotidien de Paris*», chacun peut le lire sous la plume de B. Ponomarev lui-même dans la revue révisionniste soviétique «*Les problèmes de la paix et du socialisme*» de juin 1974 et dans de nombreux autres documents de la clique Brejnev. Dans tous ces documents les sociaux-impérialistes soviétiques donnent aux partis révisionnistes d'Europe de l'Ouest des «conseils» très précis, rédigés dans un verbiage pseudo-marxiste, sur la tactique à suivre : «contrôler les syndicats, acheter ou gagner des dirigeants de l'armée, détruire la capacité de résistance du pays, etc.». Bref le B.A.-BA du travail d'une cinquième colonne.

En outre des preuves supplémentaires que l'URSS n'accepte pas comme elle veut le faire croire le «statu quo» en Europe et que les partis révisionnistes d'Europe sont dirigés par des agents à son service.

D'ailleurs il suffit de voir les éloges pompeux que les sociaux-impérialistes russes prodiguent au social-fasciste Cunhal qui s'efforce de baillonner la presse anti-révisionniste portugaise et qui est à l'origine des lois antigrèves pour réprimer les masses populaires.

En publiant des menaces ouvertes et en exerçant des pressions inadmissibles sur la presse d'Europe de l'Ouest les révisionnistes soviétiques montrent qu'ils ont repris à leur compte les ambitions démesurées d'Hitler.

Ils ont déjà massé des forces armées jamais vues dans l'Histoire tout autour de l'Europe de l'Ouest. Alors que prépare leur tapage contre la presse européenne ? A notre avis les peuples d'Europe de l'Ouest doivent se tenir prêts à affronter un jour ou l'autre une agression du social-impérialisme soviétique préparée et appuyée par une cinquième colonne de subversion et de sabotage.

Henri JOUR

DE QUEL DROIT L'URSS VEUT-ELLE CONTROLLER LA PRESSE EN FRANCE ?

contre la répression :

JEUDI, A 17 H DE LA NATION A LA BASTILLE
MANIFESTEZ MASSIVEMENT AVEC
L'HUMANITÉ-ROUGE



Lundi les travailleurs des Câbles de Lyon étaient agressés, quatre d'entre eux sont gravement blessés. L'auteur de l'attentat, que la police cherche à faire passer pour un «accident», a été remis en liberté. Cette tentative d'assassinat de travailleurs s'ajoute aux dizaines d'agressions de la police et de milices de nervis fascistes contre des ouvriers en grève.

C'est pour protester contre cela que nous appelons l'ensemble de nos camarades à participer massivement à la manifestation qui aura lieu ce jeudi. Mais c'est également pour dénoncer ces autres ennemis des libertés que sont les dirigeants du P«C»F qui ont eux aussi recours aux agressions fascistes, contre les marxistes-léninistes en particulier, comme ce fut le cas dimanche encore à Marseille.

ECHOS DES LUTTES OUVRIERES

PASCAL-VALLUIT (Vienne)

Pascal-Valluit (bonnetterie - Groupe Léo Gros ou «Montagut») : Plus de 80 salariés, majorité de femmes. L'usine est occupée depuis le 21 mai par le personnel qui refuse la fermeture de son usine, fermeture due à la restructuration du groupe «Montagut» qui vise à réduire ses effectifs en France de 900 à 500 travailleurs pour mieux se développer au Portugal et à Hong-Kong.

ALPYR

Alpyr (vêtements de sport) : 82 salariés, majorité de femmes. L'usine est occupée depuis le 28 mai. La direction a déposé son bilan le 6 mai. Les ouvrières n'ont pas été payées depuis le 31 mars.

PELLET

Pellet (chaussures, plusieurs usines dans la région) : 187 licenciements annoncés pour le groupe dont 116 pour la seule usine de Vienne, soi-disant à cause des difficultés financières alors que le patron fait fabriquer des chaussures à l'étranger notamment en Espagne d'où sont déjà arrivées 10 000 chaussures. Les travailleurs ont tenu trois assemblées générales avec débrayage et ont manifesté dans la rue.

Des collectes sont organisées dans les usines et les lycées ainsi qu'aupres de la population.

Le 17 juin de nombreux travailleurs ont débrayé pour assister à un meeting central suivi d'une manifestation dans la ville, manifestation qui, fait important, pour la première fois ne s'est pas terminée devant la sous-préfecture avec remise d'une motion par une délégation de responsables. Enfin un gala de soutien aux travailleurs en lutte est organisé le 25 juin.

Alors qu'à Pellet la CFDT est majoritaire, chez Pascal-Valluit et Alpyr seule la CGT est présente et les dirigeants révisionnistes du P-C-F

DECAZEVILLE : la vérité

Nous avons reçu de notre correspondant à Decazeville une lettre sur la lutte de la cellule du PCMLF contre le révisionnisme à l'usine AUMD, groupe Creusot-Loire. Cette usine emploie 1 100 ouvriers et regroupe hauts-fourneaux, aciérie, fonderie, ébarbage et usinage.

Quelques extraits de leur bulletin de cellule «Travailleur rouge» :

«Quelques exemples précis de collaboration des dirigeants P-C-F-CGT-Patronat à l'usine AUMD.

«Depuis la venue du directeur Lambert, la plupart des délégués CGT sont chefs, contremaîtres : le chef du personnel (Nouguiez) est membre de la CGT et du P-C-F (...)

«Les dirigeants CGT se parent encore du prestige de son passé de lutte de classe. Passé que les dirigeants de la CGT renient puisqu'ils n'ont pas hésité à modifier l'article premier du statut de la Confédération au 37e Congrès de la CGT tenu du 16 au 21 novembre 1969 qui stipulait que l'organisation syndicale luttait : "pour la suppression du patronat et du salariat". Elle préconisait la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat (...)

«Un chef du personnel est responsable de l'embauche dans une entreprise, c'est lui qui enquête sur le passé des postulants (vie privée, passé politique et syndical) et il établit les

font une propagande effrénée, du genre : «Les syndicats et les élus locaux multiplient les interventions afin d'éviter une grave crise qui ne manquerait pas d'avoir de sérieuses conséquences» (!), c'est-à-dire la défense du capitalisme, ou encore : «Les militants syndicalistes rappellent qu'en 1968 les accords intervenus avaient, en augmentant les salaires, fait diminuer le nombre de chômeurs» ! Les accords de collaboration de classes n'ont jamais rien réglé pour les travailleurs. Par cette propagande ils cherchent à préserver ce qu'ils considèrent comme leur «chasse gardée» et qui est sérieusement menacée par les travailleurs qui voient chaque jour un peu mieux leur vrai visage.

Correspondant H.R.

CALIBRACIER

Calibracier (Puteaux) : A l'usine Calibracier (Rue Parmentier à Puteaux), qui fait partie du groupe Creusot-Loire, la direction a décidé de licencier six travailleurs, et en plus de diminuer les salaires de 4 % en amputant la prime de production.

SAINT-ETIENNE

Intervention policière à l'hôpital psychiatrique

Les travailleurs de l'hôpital dont nous avons passé dans le quotidien du 7 juin le communiqué de presse, mènent la lutte depuis plusieurs mois, pour l'amélioration des conditions de travail nécessaire à l'application d'une médecine correcte.

Vendredi 20 juin la seule réponse de la direction aux justes revendications du personnel fut de faire appel à la répression policière contre celui-ci.

Malgré cela le personnel est décidé plus que jamais à poursuivre le mouvement.

fichiers sur tous les travailleurs de l'entreprise (...)

«Alors que pensent les travailleurs et les militants de base du P-C-F du "camarade" Nouguiez ?

«Si les dirigeants révisionnistes du "Métallo" répondent par des insultes à nos arguments politiques c'est qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

«Dans "Le Travailleur rouge", nous disons la vérité. Nous nous sommes toujours appuyés sur des exemples concrets. Les articles que nous écrivons, le sont après enquête auprès des travailleurs et sont rédigés collectivement. Toutes les informations que nous publions sont contrôlées. Quand nous citons les noms de délégués vendus, ce n'est qu'à titre d'exemple, que tout le monde peut vérifier. Ce ne sont pas des attaques personnelles, mais nous voulons montrer où mène la collaboration de classe (abandon de la défense des intérêts des travailleurs en échange d'une récompense personnelle) car pour nous :

"Toutes les paroles, tous les actes "d'un communiste doivent avoir pour "premier critère la conformité aux "intérêts supérieurs du peuple et l'appui des masses les plus larges ; un "communiste doit être toujours prêt "à défendre fermement la vérité, car "toute vérité s'accorde avec les intérêts du peuple. Il sera toujours prêt "à corriger ses fautes car toute fautive va à l'encontre des intérêts du "peuple".»

HAGONDANGE

Grève générale à la S.A.F.E.ROUEN

A Hagondange (Moselle), 2 500 travailleurs de la SAFE (Société des aciers fins de l'Est, à 99 % filiale de Renault) sont en grève générale depuis le jeudi 12 juin pour imposer les revendications pour lesquelles ils se battent depuis janvier : défense du pouvoir d'achat, 13e mois complet, classification sur la base de la grille Renault.

Il est à souligner l'unité des travailleurs tant CGT que CFDT et non-syndiqués. La CFTC qui s'est opposée ouvertement au mouvement est quant à elle complètement démasquée par les travailleurs.

Le mouvement a réellement commencé par des grèves bouchons. Les travailleurs de la forge à froid entament leur 4e semaine de grève. Mais devant l'intransigeance du patron (qui n'est autre que Dreyfus, PDG de Renault) et le non-aboutissement des nombreuses discussions, les travailleurs ont durci et généralisé leur mouvement en décidant eux-mêmes en assemblée générale des formes de lutte à prendre : piquets de grève, occupation des bureaux de la direction, manifestation en ville, etc.

Correspondant H.R. et un délégué CFDT

CONTROL-DATA (Paris)

Occupation des locaux de la direction

Lundi dernier, pour protester contre les 13 licenciements annoncés par le patron de Control-Data (informatique) 200 employés ont occupé les bureaux de la direction générale.

On apprend aussi que 50 autres employés de la firme sont menacés de licenciement à Ferney-Voltaire.

La grève entamée lundi, se poursuit également mardi.

L'IMPRIMERIE CAROU-OZANNE OCCUPEE

Les ouvriers imprimeurs continuent l'occupation de leur entreprise depuis le 7 juin.

La lutte a eu pour point de départ la décision du patron de licencier 48 travailleurs sur 140. Le patron avait l'intention de supprimer le secteur «labours» (environ un tiers du personnel) pour ne faire que la presse, plus rentable dans la région.

CROUS-ROUEN

Non aux licenciements du personnel de service

Une dizaine de personnes du CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) sont menacées de licenciements pour des prétextes tels que «parlé pendant son service». D'autres personnes sont menacées de sanctions.

Il faut savoir qu'une grande partie de ce personnel est embauchée sur des contrats de neuf mois et que, selon la législation actuelle, elle ne bénéficie que de 18 jours de congés : 18 jours sur 3 mois de vacances scolaires...

Quant aux conditions de sécurité, elles sont bafouées au plus haut point : une machine à laver les verres qui provoque des décharges électriques, une femme victime de plusieurs évanouissements successifs doit rentrer chez

elle à mobylette. Au restaurant du «Panorama» tous les déplacements internes sont surveillés. Quand un membre du personnel est en congé de maladie, l'administration du CROUS téléphone à son médecin traitant ainsi qu'à la Sécurité sociale.

A part un syndicat fantôme, ce personnel n'est représenté par aucun syndicat.

Vendredi 20 juin à midi, les syndicats de tous les personnels de l'université et une partie des étudiants ont apporté leur soutien au personnel du CROUS en bloquant le midi un restaurant universitaire puis le soir les deux restaurants de Mont-Saint-Aignan.

Correspondant H.R.

(Suite de la page 8)

production et d'échange». Et il poursuivait : «Ils se trouvera bien à l'extérieur quelques censeurs plus ou moins bien intentionnés pour faire remarquer qu'il s'agit là d'une option politique qui est également affirmée par les partis de gauche...»

Cela montre que les dirigeants révisionnistes CGT avaient bien quelques chose derrière la tête «le pouvoir d'Etat pour la gauche» mais pas pour la classe ouvrière comme il était dit dans ses anciens statuts «disparition du salariat et du patronat».

Revenons en au comité syndical qui poursuit :

«Maintenir et développer l'indépendance de l'organisation syndicale signifie qu'elle doit conserver ses moyens d'actions qui sont l'organisation sur une base de classe, l'action de masse et la grève (...)

Pour ces raisons, le syndicat des correcteurs n'a pas repris à son compte le programme commun, et

ses délégués s'en sont expliqués au cours des divers congrès qui se sont succédés depuis son élaboration.

Le comité syndical estime donc nécessaire, pour les mêmes raisons, de s'abstenir sur le rapport d'activité et le document d'orientation et d'approuver le programme d'action lors du prochain congrès confédéral.

Ce qui nous étonne un peu, c'est la conclusion à laquelle arrive le comité syndical. Comment peut-on s'abstenir sur le rapport d'activité et le document d'orientation et approuver le programme d'action du 39ème congrès alors que le second découle du premier, que les critiques positives de la ligne révisionniste ne peuvent entraîner qu'à une opposition ?

Nous sommes persuadés que le syndicat des correcteurs approfondira encore un peu plus ces questions pour s'en tenir à un juste ligne prolétarienne.

RHÔNE-POULENC (VITRY) La ligne révisionniste, une ligne de trahison des luttes revendicatives

Le trust Rhône-Poulenc No 1 des entreprises non nationalisées françaises, est à l'avant-garde dans la politique de restructuration destinée à accroître la productivité de l'industrie et à renforcer les positions du capital monopoleur français dans sa concurrence notamment avec l'impérialisme américain. Cette politique s'est menée en deux étapes : une étape de concentration dans les années 60, avec absorption par le trust de nombreuses petites et moyennes entreprises et une étape de restructuration en cours avec liquidation d'usines ou d'ateliers, regroupement de filiales diverses. Ainsi le chiffre d'affaires du trust a triplé en 12 ans et les bénéfices avoués ont doublé de 72 à 74 % ! Mais les travailleurs eux n'ont pas vu leurs conditions de travail et leurs salaires s'améliorer d'autant ! Bien au contraire. Pour les travailleurs la restruc-

turation cela signifie *fermetures d'usines et licenciements* comme à Arques-la-Bataille ou Vaulx-en-Velin, *chômage partiel* (plus d'un mois dans une dizaine d'usines), *mutations arbitraires* avec leurs conséquences habituelles : déqualification et baisse des revenus, et enfin cadences de travail qui augmentent.

Pour riposter de nombreuses luttes ont été déclenchées dans diverses usines, sans qu'elles aient atteint pour l'instant l'ampleur des grandes grèves de la Rhodiaceta en 67 ou de l'ensemble du trust en 68. Ce qui fait encore défaut c'est l'unité d'action entre toutes les entreprises, unité indispensable si l'on veut remporter la victoire contre un trust ce que tous les travailleurs de Rhône-Poulenc comme ceux de Renault, des PTT, de la SNCF ou de Chausson savent.

LA JOURNÉE NATIONALE DE GREVE DU 28 MAI, PREMIERE DEFAITE INFLIGEE A LA DIRECTION ET A LA LIGNE REVISIONNISTE

Le 28 mai dernier à l'appel des comités de liaisons CFDT et CGT de Rhône-Poulenc, 6 000 travailleurs ont fait grève sur 86 000 salariés en France ! C'est une première victoire contre la direction qui veut faire avaler son vaste plan de rentabilisation bouchée par bouchée aux travailleurs en attaquant usine par usine, atelier par atelier, catégorie par catégorie. C'est précisément une victoire contre la division, arme des patrons qui craignent par dessus tout la force immense que représentent les travailleurs quand ils sont unis. Mais les patrons ne sont pas les seuls à utiliser l'arme de la division ; des responsables du P.C.F. et des militants qu'ils trompent, l'emploient également afin de manipuler, dévoyer et contrôler les luttes revendicatives. A Rhône-Poulenc par l'intermédiaire des postes qu'ils occupent dans le comité de liaison CGT, notamment, ils peuvent morceler et isoler les luttes ou tenter de substituer aux justes revendications des masses leurs propres mots d'ordre de collaboration de classe, de trahison des intérêts de la classe ouvrière. Les comités de liaisons syndicaux dans un trust jouent en effet un rôle primordial pour coordonner, unifier, élargir les luttes ou au contraire diviser, étouffer ou faire le silence sur les différentes actions.

LES MANOEUVRES REVISIONNISTES DANS LE CADRE DU MOUVEMENT DE MASSE

Les tracts reproduisant la plateforme revendicative du 28 (non aux licenciements et aux fermetures d'usines, - augmentation du pouvoir d'achat) étaient à peine tirés que

Les révisionnistes sont passés maîtres dans la manipulation des appareils syndicaux qu'ils contrôlent. Ainsi dans les 12 derniers mois le comité de liaison CGT avait par deux fois lancé tout seul des appels à l'action parachutés d'en haut pour des augmentations de salaires en pourcentage et l'ouverture de négociations à froid avec la direction tout en refusant l'unité d'action sur le terrain prioritaire de la lutte contre les licenciements et la défense de l'emploi.

Ces deux actions vigoureusement dénoncées par les marxistes-léninistes et refusées par des militants CFDT dans certaines usines ont été des échecs cinglants. La dernière a rassemblé 40 grévistes à Vitry par exemple sur 3 300 salariés et 600 syndiqués !

Si le 28 a été au contraire un succès, cela est dû 1) à la pression accrue des travailleurs syndiqués ou non, dans nombre d'usines pour que l'action s'engage dans l'unité la plus large, 2) à la fermeté du comité de liaison CFDT dans l'élaboration de la plateforme unitaire, 3) à la préparation entreprise trois semaines à l'avance, notamment par des contacts intérieurs.

déjà, sur directive de la fédération chimie CGT, les responsables CGT, dans diverses usines tentaient de faire ce qu'ils n'avaient pu réaliser au niveau des comités de liaison : réclamer

l'augmentation du pouvoir d'achat avant d'exiger l'arrêt des licenciements et des fermetures d'usines. Cela montre bien que la journée d'action n'était pas tout à fait «sur mesure» pour les révisionnistes. Il est important de comprendre pourquoi les révisionnistes dans ce cas précis, et fréquemment ailleurs, relèguent la lutte contre les licenciements après l'augmentation du pouvoir d'achat. A notre avis cela pour plusieurs raisons :

1) L'objectif du P.C.F. c'est d'utiliser la CGT et les luttes revendicatives comme tribune du programme commun et pour un gouvernement d'union de la gauche. Une mystification présentée comme solution à la crise du capitalisme par les révisionnistes c'est la «relance de la consommation intérieure». Donc impossible de lutter contre les licenciements, ce qu'il faut c'est relancer l'économie capitaliste bien entendu.

2) La lutte contre les licenciements engendre souvent des formes de luttes : occupation d'usine, comité de grève, démocratie de masse, ventes sauvages que les révisionnistes craignent car dans la plupart des cas ils ne peuvent en garder le contrôle et leurs activités de trahison s'y heurtent à la résistance acharnée d'une partie des masses (Lip, Hollenstein, Tanneries d'Anonay, etc.).

CE N'EST QU'UN DEBUT : CONTINUONS LE COMBAT

Si nous avons souligné les caractères positifs de la journée d'action il faut aussi parler du négatif ; ce fut le cas de la manifestation devant le siège social le matin, regroupant pourtant 5 000 travailleurs venus de toutes les usines en grève. En effet, sur place, montrant par là le mépris qu'ils ont pour les accords unitaires, des militants CGT ont pu lancer des mots d'ordre tels que «nationalisation et une seule solution le programme commun» ou «la gauche au pouvoir» ; mais ce ne fut pas possible dans toute la manifestation, c'est pourtant les seuls mots d'ordre qu'a entendus le reporter de l'«Humanité» (du 29-5-75). Pourtant d'autres mots d'ordre furent lancés, tels «chômage, emploi seul le combat paiera» pas un seul licenciement, Rhône-Poulenc doit payer», «chômage-emploi, Lip a montré la voie».

Devant le siège social, à part deux interventions par la CFDT et la CGT rien ne fut organisé pendant qu'une délégation des responsables syndi-

3) La nature bourgeoise des conceptions révisionnistes a souvent conduit des dirigeants syndicaux à brader des luttes importantes contre des augmentations de salaires vite récupérées ; c'est ainsi qu'a agit Séguy en 68, ou ses comparses à Renault il y a 3 mois en laissant sur le pavé 17 licenciés ; mais ils ont été mis en échec à Usinor Dunkerque ou par les ouvriers des presses à Renault en 72.

A Rhône-Poulenc pour mieux réussir leurs manœuvres et tromper les travailleurs, les responsables révisionnistes qui n'en sont pas à une contradiction près, n'ont pas hésité à revendiquer ce qu'ils avaient toujours combattu jusque là : des augmentations de salaires égales pour tous (comme ils l'ont fait aussi au PTT, à Renault, à Chausson), ce qui ne les empêchera pas d'ailleurs dans des négociations de céder sur des augmentations en pourcentage, comme à Renault.

Quant à nous marxistes-léninistes notre position de principe c'est que la lutte pour le maintien de l'emploi est la priorité des priorités aujourd'hui dans le trust, les augmentations uniformes de salaires venant au second plan. C'est d'ailleurs l'avis de nombreux travailleurs, il est hors de question d'abandonner des camarades de travail jetés à la rue, même pour des augmentations de salaire.

caux parlementait à l'intérieur, sans aucun succès d'ailleurs. A notre avis, il était nécessaire de tenir sur place un meeting de lutte avec intervention de chaque entreprise faisant le point sur la mobilisation et les actions passées ou à venir. C'était le moment ou jamais. De même il était possible devant l'intransigeance patronale d'occuper temporairement le siège, comme cela fut fait en d'autres occasions, afin de manifester la détermination des grévistes à poursuivre la lutte. Mais de cela il ne fut pas question, on vit même des militants doubler en haut des marches la rangée de gardiens de l'immeuble afin de dissuader une telle initiative. Comme quoi on peut crier à bas les milices patronales un jour et en faire office le lendemain. «La prochaine fois on ne nous y prendra pas», voilà le sentiment de nombreux manifestants.

MONT JOLMO LUNGMA

"OSER
ESCALADER
LES SOMMETS"

Durant l'expédition de l'équipe d'alpinistes, sous la direction de Wang Fu-chu, secrétaire du comité du parti de l'expédition, les alpinistes étudient la théorie de la dictature du prolétariat.

C'est le titre de l'éditorial du «Quotidien du peuple» du 28 mai, félicitant l'expédition des alpinistes chinois pour leur succès dans l'escalade du plus haut sommet du monde : Le mont Jolmo Lungma, plus connu pour nous sous le nom d'Everest.

D'une altitude de 8 882 m, situé à la frontière de la Chine et du Népal, il avait été déjà gravi par le versant sud. Mais toutes les expéditions sur le versant nord échouèrent, et il fut appelé «la ligne de la mort» ou «ligne inaccessible».

relief très escarpé et la glace et la neige le recouvrent l'année entière.

Comme le soulignent nos camarades chinois, l'alpinisme est un sport important dans la lutte contre la nature par l'humanité. Il aide, à travers les multiples épreuves physiques, à développer l'esprit révolutionnaire consistant à ne craindre ni les épreuves ni la mort, ainsi qu'à fortifier l'esprit du collectivisme.

Par ailleurs, il contribue largement à l'étude scientifique de la topographie, de la géologie, de la climatologie et de la physiologie du genre humain.



Le 27 mai 1975, l'expédition d'alpinistes chinois, dont une femme, gravit par le versant nord et atteint le sommet où est brandi le drapeau national.

Il fut gravi victorieusement le 25 mai 1960 par trois alpinistes chinois.

Cependant, pour la première fois, le 27 mai 1975, une femme alpiniste chinoise de nationalité tibétaine gravissait le plus haut pic du monde par le versant nord.

Les conditions naturelles de l'Everest sont extrêmement complexes, surtout sur son versant nord, où le climat est extrêmement rude, le

Comme le rappelle l'éditorial de l'organe du PCC, «depuis Karl Marx, nous les communistes ne nous soucions jamais de nos mérites, ni de la célébrité et de l'intérêt personnel. Dans les années de la guerre révolutionnaire, des milliers et des milliers de martyrs, ne recherchant ni leur renom, ni leur propre intérêt, ont consacré leur chère vie à la cause du communisme.»

« Que l'amitié Franco-Chinoise se perpétue et qu'elle prospère, voilà notre vœu le plus cher! »

Le 16 mai dernier, s'est tenu à la Mairie d'Asnières, à l'initiative des Comités régionaux de l'Association des amitiés franco-chinoises, un vin d'honneur à l'occasion de la venue en France de Teng Siao-ping, vice-premier ministre de la République populaire de Chine.

Monsieur Sun Chan-chi, troisième secrétaire de l'ambassade de la République populaire de Chine, était présent à titre d'invité d'honneur.

Dé nombreuses personnalités politiques et culturelles françaises ont également participé à cette soirée. On comptait parmi elles M. Prévost, maire de Villeneuve-la-Garenne, conseiller général des Hauts-de-Seine, délégué à la Communauté économique européenne, M. Bokanowsky, sénateur-maire d'Asnières, ancien membre du gouvernement qui reconstruisit la République populaire de Chine en 1964, M. Henri Briand, premier adjoint au maire de Bois-Colombes, M. Cornic, conseiller général d'Asnières, et bien d'autres personnalités régionales, ainsi que des représentants de divers partis et associations.

Une intervention a été prononcée au nom du comité de Gennevilliers de l'Association des amitiés franco-chinoises :

«Aujourd'hui, tous les amis de la Chine se réjouissent de la présence dans notre pays du vice-premier ministre Teng Siao-ping. C'est en effet la première fois qu'un dirigeant aussi éminent du gouvernement chinois vient en France.

» Dans la situation que connaît le monde en cette année 1975, la visite de Teng Siao-ping est un événement

d'importance (...) En premier lieu elle marquera une nouvelle étape dans l'amitié entre nos deux pays (...)

«En 1973, c'était l'accueil en Chine de Georges Pompidou qui prouvait qu'un "large accord existait entre la Chine et la France, sur de "nombreux problèmes."

«Le premier ministre Chou En-lai soulignait (alors) : "Nous sommes "tous attachés à notre indépendance "et à notre souveraineté et nous ne "permettons ni à l'une ni à l'autre "des superpuissances de nous soumettre à sa main-mise, à son intervention ou à son agression. Nous nous "opposons à ce qu'une ou deux "superpuissances monopolisent les "affaires du monde." (...)

«Le communiqué sino-français publié à l'issue de (cette) visite précisait : "pour l'amélioration de la "situation internationale les deux "parties se déclarent contre toute "hégémonie" (...)

«Les relations entre la Chine et l'Europe des Neuf viennent de progresser avec l'arrivée en Chine, le 4 mai dernier, d'une délégation officielle du Marché commun, conduite par Christopher Soames, et l'envoi par la Chine d'un ambassadeur auprès de l'Europe des Neuf.

«Au moment où il apparaît plus clairement que l'Europe constitue le point-clé de la rivalité entre les deux superpuissances, alors que dans leurs préparatifs belliqueux, l'URSS apparaît comme le danger principal, la

visite en France de Teng Siao-ping met en évidence, d'une façon éclatante, les points de convergence qui existent entre la Chine, pays socialiste du tiers monde, et la France, pays européen du second monde (...)

«Le courant d'amitié avec la République populaire de Chine a bien avancé dans notre pays, mais il doit s'élargir encore. C'est l'intérêt des deux peuples. Nous sommes certains que la venue dans notre pays de Teng Siao-ping contribuera au développement de cette amitié...»

Après cette intervention, c'est à M. Bokanowsky que la parole a été donnée. Il rappela que c'est le 27 janvier 1964 que le gouvernement français, dont il était alors membre, reconnut la République populaire de Chine. Après avoir souligné «l'importance capitale pour le monde, l'importance historique de cette décision du général de Gaulle, s'adressant à la présidente de la réunion, M. Bokanowsky a déclaré : «Si pour des questions d'idéologie ou de doctrine certains acceptent mal la reconnaissance de la Chine en tant que nation libre et indépendante, nous savons qu'ils se trompent et n'est-ce pas le rôle de notre pays que de leur faire admettre ? (...) C'est dans cet esprit que nous ouvrirons avec succès à l'amitié sincère, sans calcul, sans arrière-pensée avec la Chine et les dirigeants qui la représentent (...) Il est de notre devoir d'aider votre

association. Que l'amitié franco-chinoise se perpétue et qu'elle prospère, voilà notre vœu le plus cher !»

De cordiales conversations ont suivi ces interventions, notamment entre messieurs Sun Chang-chi et Prévost qui abordèrent successivement les questions de la reconnaissance de l'Europe des Neuf par la Chine, et de la nécessité de construire l'unité des pays et des peuples d'Europe de l'Ouest, ainsi que la question des inévitables préjugés que subissent les pays, tels l'Europe de l'Ouest, qui se trouvent entre les deux superpuissances qui atteignent un niveau d'armement démesuré...

Cette réception qui s'est déroulée dans une atmosphère extrêmement chaleureuse a été un grand succès pour les comités locaux de l'Association des amitiés franco-chinoises. Elle a puissamment contribué à renforcer le courant d'amitié avec la Chine dans la région ; sur cette base, elle a également permis de faire progresser l'union de toutes les forces qui concourent à l'affaiblissement des deux superpuissances et à la lutte contre leurs visées hégémoniques. N'est-ce pas là une preuve supplémentaire du rôle important, du rôle d'avant-garde que jouent le grand peuple chinois, le gouvernement de la République populaire de Chine et le Parti communiste chinois dans l'édification du vaste front uni des pays et des peuples du monde contre l'impérialisme et l'hégémonie des deux superpuissances ? N'est-ce pas là une preuve de leur contribution immense au progrès de l'humanité vers l'indépendance et la liberté ?

LES JEUNESSES PROGRESSISTES DE BRETAGNE RALLIENT LA LA JEUNESSE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Nous publions dans son intégralité le communiqué de presse du 6e Congrès des Jeunes progressistes de Bretagne où à l'unanimité a été décidée la dissolution de cette organisation et le ralliement de ses militants à la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, dont le Congrès constitutif va se tenir les samedi 28 et dimanche 29 juin. C'est là une importante nouvelle qui témoigne du développement de la ligne des marxistes-léninistes de France parmi la jeunesse. A l'approche du Congrès de la JCMLF de nombreux cercles de jeunes marxistes-léninistes sont créés

partout en France et d'autres sont en cours de fondation. Dans tous ces cercles la tenue du congrès se prépare par l'étude et la discussion des différents textes qui seront adoptés au Congrès mais aussi par l'action pour populariser parmi la jeunesse la tenue du Congrès et pour l'appeler à participer massivement au meeting qui clôturera le Congrès constitutif de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France. C'est avec sérieux et enthousiasme que les jeunes marxistes-léninistes s'approprient à créer leur organisation.

Réunis en VIe Congrès, les militants des Jeunes Progressistes de Bretagne ont décidé à l'unanimité la dissolution de l'organisation et le ralliement individuel des militants à la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France qui mène la lutte au sein des jeunes ouvrières, paysannes et populaires, sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste de France groupée autour du quotidien l'Humanité rouge.

En décembre 1969 était lancé, à l'initiative de militants de l'Union démocratique bretonne et de quelques jeunes, le mensuel «Ni» (Nous en langue bretonne) destiné à la jeunesse. Autour de cette publication allaient se rassembler des cercles «Ni» qui se constituèrent en septembre 1970 en Union des cercles «Ni». L'Union des cercles «Ni» se transforma en novembre 1971 en Jeunes progressistes de Bretagne qui devenaient alors officiellement le mouvement de jeunesse de l'UDB. La ligne politique était bien sûr la même que celle de l'UDB : soutien à la coalition révisionniste réformiste du parti de Mitterrand (politicien bourgeois férocement anti-ouvrier et ennemi acharné des peuples en lutte contre le colonialisme) et des faux communistes et usurpateurs Marchais-Leroy, mystification des travailleurs bretons en essayant de les dresser contre leurs frères de classe les autres travailleurs français en propageant le chauvinisme et en agitant la thèse mensongère «Bretagne-colonie».

Très rapidement, de manière confuse d'abord, puis de plus en plus nettement allait se développer dans les JPB et au sein même de l'UDB une prise de conscience du rôle néfaste de l'Union démocratique bretonne. La participation de l'UDB à la farce électorale des Législatives de 1973, son soutien au Programme commun de la bourgeoisie de gauche, son appui déguisé à l'État fasciste, raciste et expansionniste d'Israël contre les peuples arabes et en particulier le peuple palestinien, allaient trouver une opposition de plus en plus grande dans les JPB dont le IVe Congrès (novembre 1973) exprima sa méfiance vis-à-vis de l'Union de la gauche. Des lors la rupture devenait inévitable et se produisit sur la question des élections présidentielles de Mai 74. L'UDB, fidèle à toute sa ligne passée, appela à voter Mitterrand. Les JPB au contraire appuyèrent la juste position des marxistes-léninistes de l'Humanité-Rouge appelant à l'abstention révolutionnaire.

Le Ve Congrès des JPB, tenu en juin, redéfinissait les tâches du mouvement en adoptant un manifeste où à côté des points positifs subsistaient certaines erreurs et ambiguïtés : l'objectif défini était l'instauration du socialisme en Bretagne, alors que le but de tout communiste est le communisme à l'échelle mondiale, précédé par la construction du socialisme dans chaque pays. L'existence des JPB était fondée sur «la reconnaissance d'un peuple breton et de ses droits

nationaux». Une année de pratique militante liée à une réflexion sur la question bretonne à la lumière du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Tsé-toung nous font considérer cette position comme erronée.

La question bretonne doit être posée comme un problème de minorité nationale ou culturelle au sein de l'État français où la question à l'ordre du jour est la préparation de la révolution prolétarienne. La condition indispensable pour la mener à bien et établir le socialisme garanti par la dictature du prolétariat, c'est l'existence d'un authentique parti communiste fondant son action sur les principes immortels du marxisme-léninisme, tels qu'ils furent définis par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung, grands dirigeants historiques du prolétariat mondial. Ce parti les authentiques communistes de France le recréèrent en fondant en décembre 1967 le Parti communiste marxiste-léniniste de France. Jamais dans aucun pays il n'y a eu de révolution prolétarienne victorieuse sans participation active de la jeunesse. C'est une leçon de l'histoire qui donne toute sa dimension à la très prochaine création de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France, plus particulièrement dans notre pays où il apparaît clairement qu'il n'y aura pas de révolution prolétarienne victorieuse sans lutte pour l'indépendance nationale.

Aujourd'hui en effet, existent de graves dangers de guerre. Le monde et surtout l'Europe, sont l'enjeu de la rivalité acharnée des USA, impérialisme déclinant, et de l'Union soviétique, pays autrefois socialiste où une nouvelle bourgeoisie farouchement anticommuniste a pris le pouvoir il y a vingt ans. Les impérialismes russes sont les plus dangereux : ils utilisent le prestige passé de l'Union soviétique, bénéficiant en Europe occidentale de l'action de partis autrefois communistes qui constituent de véritables cinquièmes colonnes aux ordres des nouveaux tsars de Moscou. Ces faux communistes, en France Marchais-Leroy et Kanapa, encadrent de manière fasciste la classe ouvrière

et cherchent à démobiliser les peuples face à la menace d'agression russe. Afin de s'opposer efficacement aux deux superpuissances, il nous faut nous unir aux peuples du monde et en particulier à la Chine et à l'Albanie socialistes. Aussi approuvons-nous pleinement les tâches définies par le PCMLF lors de son deuxième Congrès :

«Le Parti communiste marxiste-léniniste de France considère que ses efforts essentiels doivent être consacrés :

a) à éveiller la conscience du prolétariat et du peuple de France sur les menaces des superpuissances, tout particulièrement du social-impérialisme russe.

b) à appeler les travailleurs des villes et des campagnes, ouvriers, paysans, intellectuels, et en général tous les patriotes, à se préparer dès maintenant en prévision d'une guerre d'agression et d'une invasion étrangère.

c) à organiser et à diriger sur tous les plans, politique, idéologique, matériel, la défense jusqu'au bout de l'indépendance nationale, la résistance prolongée à toute agression, débouchant sur la révolution prolétarienne et permettant l'instauration du socialisme.»

Vive la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France !

Vive l'unification des marxistes-léninistes au sein de l'avant-garde prolétarienne !

En Bretagne comme dans toute la France, une seule solution : la révolution prolétarienne !

« LA JEUNE GARDE ROUGE » est parue

Au sommaire de ce numéro :

— Editorial : Vive le 1er congrès de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France !
— Projet de manifeste de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France.

— Projet de charte de la Jeunesse de France.

— Les jeunes marxistes-léninistes préparent leur congrès.

— Un jeune cheminot parle de l'exploitation capitaliste à la SNCF.

— Le festival de la J.C.S. Des jeunes face au social-fascisme.

— Un article de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de Suisse.

— Sur l'armée : «dérobades» et «cohérences» chez les révisionnistes.

— La conférence nationale de la Jeunesse algérienne.

— Mai-Juin 68 : les barricades de la jeunesse.

— La Ligue de la jeunesse communiste chinoise : une école du communisme.

Etc...

Ce numéro préparant la tenue du congrès constitutif de la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France est à diffuser massivement. Camarades et amis, passez vos commandes en vous adressant à :

B.P. 365

75064 Paris Cedex 02

C.C.P. 30 226 72 La Source.

L'exemplaire : 2,50 francs.

LA QUESTION DE LA PRÉPARATION A LA GUERRE DÉBATTUE AU CILA

La rivalité aiguë des deux superpuissances, américaine et soviétique, nous conduit inéluctablement et rapidement à une troisième guerre mondiale. La tâche des militants anti-impérialistes est de contribuer à préparer notre peuple à cette situation. Mais comment ?

C'est le thème de travail qui, le lundi 16 juin, a rassemblé, à l'initiative du CILA, des militants de cette organisation, du MIL, des Comités anti-impérialistes de base et deux membres des Comités FLN de Suède.

Introduisant le débat, un riche exposé collectif a présenté les caractéristiques probables de l'agression préparée par l'URSS, en s'appuyant sur les enseignements que l'on peut tirer des dernières grandes attaques modernes (attaque de la Tchécoslovaquie par les troupes hitlériennes le 15.3.39, déclenchement de la seconde guerre mondiale le 10.5.40, attaque de Pearl Harbor par les Japonais le 7.12.41, agression de la Tchécoslovaquie par les Soviétiques le 20.8.68, guerres au Moyen-Orient, etc).

Cinq caractéristiques principales s'en dégagent :

1) *Attaque surprise, attaque éclair*
2) *Attaque massive, globale* : l'attaque allemande du 10.5.40 a été réalisée avec toute l'aviation, 1 500 chars, et 135 divisions de la Wehrmacht qui attaquèrent à la fois la

Hollande, la Belgique, le Luxembourg et la France.

3) *Attaque soutenue de l'intérieur par des cinquièmes colonnes* : Hitler avait ses cinquièmes colonnes en 39/40, Brejnev avait sa cinquième colonne en Tchécoslovaquie et nous savons bien qu'il en a, aujourd'hui, en France, au Portugal, en Italie, en Espagne et ailleurs.

4) *Attaque masquée* : Hitler ne se disait-il pas l'ami des peuples européens comme Brejnev, l'ami du peuple tchécoslovaque ?

5) *Attaque soutenue de l'intérieur par des cinquièmes colonnes* : Hitler avait ses cinquièmes colonnes en 39/40, Brejnev avait sa cinquième colonne en Tchécoslovaquie et nous savons bien qu'il en a, aujourd'hui, en France, au Portugal, en Italie, en Espagne et ailleurs.

6) *Attaque soutenue de l'intérieur par des cinquièmes colonnes* : Hitler avait ses cinquièmes colonnes en 39/40, Brejnev avait sa cinquième colonne en Tchécoslovaquie et nous savons bien qu'il en a, aujourd'hui, en France, au Portugal, en Italie, en Espagne et ailleurs.

7) *Attaque soutenue de l'intérieur par des cinquièmes colonnes* : Hitler avait ses cinquièmes colonnes en 39/40, Brejnev avait sa cinquième colonne en Tchécoslovaquie et nous savons bien qu'il en a, aujourd'hui, en France, au Portugal, en Italie, en Espagne et ailleurs.

Tout cela débouchant sur une guerre totale (pas de distinction entre le front et l'arrière, entre civils et combattants) et mondiale. Au cours de la dernière guerre le territoire de 40 États a été transformé en champ de bataille, au total 61 pays (1,7 milliards d'hommes, 80 % de la population de la planète, ont été touchés par cette guerre). La résistance des peuples a également été massive en Yougoslavie, Pologne, France, Belgique, Italie, Grèce, Albanie.

Ensuite la discussion a porté sur la préparation du peuple à ce type d'agression, sous tous ses aspects :

Préparation politique qui implique que soit clairement indiqué et démasqué l'ennemi le plus dangereux, l'URSS. *Préparation idéologique et morale* : ne pas craindre de présenter la gravité et l'ampleur du conflit imminent, mais en même temps lutter contre le sentiment de panique, le pessimisme et l'esprit d'abandon, renforcer l'esprit de courage, de détermination, d'abnégation et de sacrifice, la confiance en la certitude de la victoire.

Préparation militaire à la fois défensive (tout faire pour protéger le peuple contre l'agression) et contre-offensive (se préparer à anéantir l'ennemi et à le chasser du territoire le plus rapidement possible). *Lutte pour démasquer, isoler, anéantir la 5e colonne du social-impérialisme* que constituent en France les dirigeants du P.C.F.

Participation à l'édification du front uni mondial anti-hégémonique.

Un programme d'action concrétisant ces orientations a été envisagé et l'insistance mise très fortement sur la nécessité de diffuser ces analyses, ces orientations, ces propositions d'actions de façon très offensive en direction des masses dont seule la mobilisation pourra faire échec à l'agresseur.

La volonté d'unification affirmée par le MIL, le CILA et de nombreux comités de base anti-impérialistes sera un pas important en ce sens.

Le 39^{ème} Congrès de la CGT

Peut-être que cela peut paraître étrange pour certains, la ligne politique définie dans les documents de projet d'orientation et d'action du 39^{ème} congrès de la CGT qui s'est ouvert le 22 juin au Bourget n'est que le reflet de la ligne du parti révisionniste français.

Comment peut-il en être autrement lorsque l'on sait que Krasucki et Ségué, dirigeants de la CGT, sont également membres du Bureau politique du parti révisionniste français.

Ce que nous critiquons, nous, communistes marxistes-léninistes de France, ce n'est pas d'être dirigé d'un parti politique et dirigé d'une centrale syndicale car nous n'y voyons pas de contradictions, mais c'est la ligne que propagent, impulsent ces responsables.

Cette ligne correspond-elle aux intérêts de la classe ouvrière ?

Certainement pas !

Que proposent donc les dirigeants révisionnistes de la CGT ?

Rien d'autre qu'une vieilleries employée jadis par la social-démocratie, un plan de réformes de la société capitaliste. Au lendemain de la première guerre mondiale, les «dirigeants majoritaires dans la CGT proposent avec Jouhaux un plan de réformes dans le cadre du régime capitaliste».

Comme nous allons le voir, cette vieille idée de la transformation pacifique de la société capitaliste, reprise aujourd'hui, c'est-à-dire depuis l'ère krouchtchevienne, par le révisionnisme moderne, est une nouvelle tentative pour détourner la classe ouvrière, les masses populaires de leur objectif de classe; la révolution prolétarienne.

Sans entrer dans tous les détails, le projet de document d'orientation reste essentiellement basé sur le désuet «programme commun, fondé sur des réformes profondes».

«Démocratie syndicale» à la sauce révisionniste

Et comme l'on attrape pas les mouches avec du vinaigre, ils vont même jusqu'à parler de démocratie syndicale, un peu plus qu'à l'habitude. Ils théorisent en ces termes au sujet de la réunification syndicale: «Dans cette perspective,... le caractère de masse de ses activités et la démocratie syndicale assurent la véritable indépendance

d'une organisation groupant l'ensemble des salariés dans la diversité des opinions».

L'hypocrisie n'est-elle pas poussée à son comble ? Lorsque l'on sait comment les dirigeants révisionnistes de la CGT ont exclu le syndicat CGT d'Hollenstein de la fédération du livre, comment à Kodak Vincennes, ils ont bafoué l'avis émis par les travailleurs sur une pétition soutenant la candidature d'un délégué du personnel.

La démocratie syndicale à la sauce révisionniste CGT c'est le suivisme sur la ligne de collaboration de classes, c'est de diffuser les idées révisionnistes de la direction CGT, autrement dès que vous pensez, critiquez, l'appareil musclé social-fasciste entre en action et fait ses coups dans l'ombre.

Le projet de programme d'action ne peut que découler du projet d'orientation et les dirigeants révisionnistes de la CGT nous annoncent sans le moindre complexe qu'il est «d'une conception identique à celui adopté lors du 38^{ème} congrès de 1972. Vraiment les novateurs révisionnistes ne nous présentent que du réchauffé».

Pour gagner de «nouvelles couches sociales» (cadres-ingénieurs-PDG), ils mettent en avant la «garantie du pouvoir d'achat des salaires», la «progression du pouvoir d'achat des salaires», la «remise en ordre des salaires et des systèmes de rémunérations», le «salaire minimum interprofessionnel», la «mensualisation et statut unique»,... passent bien avant l'emploi.

Droit au travail, à la misère seulement

Du travail pour tous est un mot d'ordre dépassé puisque l'accord du 14 octobre 1974 baptisé «allocution supplémentaire d'attente aux salariés licenciés pour motif économique» correspond à l'idée du «programme commun» signé le 12 juillet 1972 par le P.C.F., le PS, les radicaux de gauche. A la page 57 nous y relevons : «Dans l'immédiat, les indemnités de chômage seront revalorisées et leur attribution élargie (jeune à la recherche d'un premier emploi, femme reprenant leur activité et dont l'emploi aurait été supprimé pendant le congé légal d'un an après la naissance d'un enfant)».

Plus d'un million de chômeurs dans notre pays, 500 000 travailleurs touchés par le chô-

mage partiel, la poursuite des licenciements sont peut-être un aspect secondaire par rapport à 1972.

D'ailleurs dans le chapitre intitulé «Le droit au travail» nous retrouvons toujours ces mêmes idées révisionnistes «progression du pouvoir d'achat (stimulant l'économie), avancement de l'âge ouvrant droit à la retraite, réduction du temps de travail sans diminution de salaire...» et ils concrétisent leur pensée «retour rapide et effectif aux 40 heures» avec «limitation à 45 heures de la durée hebdomadaire maximale du travail».

Vraiment la phraséologie ne les gêne pas, et ne vont-ils pas jusqu'à déclarer : «En s'appuyant sur la montée de la volonté populaire de changement, il est nécessaire de développer les luttes sociales pour assurer la défense des conditions de travail et de vie des travailleurs».

Pas de mobilisation de masses, un contrôle des actions

Quelle est leur pratique ?

Nous prendrons deux exemples de lutte en cours. Les travailleurs du «Parisien libéré» en luttant contre les licenciements reçoivent-ils l'appui réel de la «puissante» fédération du Livre ?

Pour l'essentiel non ! Mis à part quelques manifestations imposées par la base.

Comment se fait-il que le monopole de presse dont Amaury est le propriétaire et qui comprend quatre quotidiens («Parisien libéré», «l'Equipe», «Le Courrier de l'Ouest» à Angers, et «Le Maine libre» au Mans, ainsi qu'un certain nombre d'hebdomadaires : «Carrefour», «Marie-France», «Point de vue images du monde», «France-football», «Cyclisme magazine», «Football magazine», «Rugby magazine», «Athlétisme magazine», «Le guide de la neige», «But et club miroir des sports») ne soit pas inquiété, et que l'on cantonne la grève sur un point ? N'est-ce pas là une expérience révisionniste ?

La grève avec occupation des métallos de Chausson n'est-elle pas non plus maintenue dans l'étroitesse du groupe Chausson alors que la branche automobile recèle d'énormes forces prolétariennes ?

Mais comme les dirigeants révisionnistes ont subi des échecs, ils préfèrent de loin se cantonner à un petit groupe qu'ils

contrôlent comme chez Renault — Le Mans en mars-avril 1975 ; les masses ont trop d'initiatives dans leurs luttes contre l'exploitation capitaliste, alors il est préférable de les laisser en dehors de l'action.

La réponse à ces deux luttes pour être positive, ne peut être donnée par la confédération syndicale révisionniste CGT qui est de plus en plus discréditée chez les travailleurs. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent élire en assemblée générale leur comité de grève, suivant les principes de la Commune de Paris, désigner leur commission d'organisation de la lutte, l'agitation propagande, etc.

Pas d'indépendance nationale aux peuples colonisés

Travailleurs des pays encore colonisés voilà ce que dit le projet de programme d'action : «Les récentes luttes dans les pays dits départements d'outre-mer ont posé avec force la nécessité du changement des rapports entre la France et ces pays. La CGT soutient leurs revendications nationales et leur droit légitime d'accéder à un statut d'autonomie». Mais il n'est pas question d'indépendance nationale, les dirigeants révisionnistes CGT s'en tiennent à la ligne «programme commun». Après le colonialisme français, ce sera le colonialisme nouvelle formule de la «gauche».

Le socialisme aux couleurs révisionnistes : le social-fascisme

Mais quels sont donc les perspectives du socialisme en France ? Les révisionnistes nous en donnent la couleur. «La CGT estime que la définition des voies et des moyens pour parvenir au socialisme en France, ainsi que des mécanismes, organes, institutions et modalités de la gestion et de la vie sociale qui sont à promouvoir pour son édification doivent être l'œuvre commune des formations politiques et syndicats intéressés».

La classe ouvrière, les masses populaires n'auraient qu'à obéir suivant le goût du jour révisionniste.

Le socialisme aux couleurs de la France, ce serait le social-fascisme de la clique révisionniste Marchais-Leroy-Krasucki-Ségué dont nous avons un avant goût dans les luttes quotidiennes.

Luc DACIER

OPERATIONS MILITAIRES EN PALESTINE

Dans un récent communiqué, la Résistance palestinienne a fait l'analyse du développement des actions militaires des feddayin en Palestine occupée pendant les mois d'avril et mai. Elle a mis en relief sept points qui prouvent les efforts acharnés des combattants palestiniens et l'élévation de leurs capacités combattantes. Ce sont les points suivants :

- La tactique de frapper et disparaître est maintenant dépassée : le stade des confrontations avec les forces ennemies dans d'importantes opérations militaires, est arrivé.
- Les forces de la Révolution palestinienne, malgré la perte de bases importantes en Jordanie, ont été capables de développer leur tactique et leur armement, d'assurer l'accroissement des opérations militaires et d'approvisionner les combattants palestiniens de l'intérieur.
- L'ennemi a dû former des troupes de choc : la garde civile et les «Paras Yolens» (c'est-à-dire être sacrifier mais ne pas laisser passer l'ennemi) pour faire face à nos combattants palestiniens de l'intérieur.

- L'ennemi a installé sur ses frontières le cordon de sécurité le plus moderne du monde qui comprend :

- des barbelés électroniques sur toutes les frontières de la Palestine ;
- des postes de contrôle permanents épaulés par des forces mobiles ;

- des forces de réserve réparties dans de nombreuses régions de la Palestine, prêtes à intervenir rapidement et partout ;

- une clôture électronique tout le long de la côte avec un système d'alarme.

- Malgré notre connaissance incomplète de la Palestine occupée en 48, à cause des changements (nouvelles routes, colonies, etc) intervenus depuis, nos combattants parviennent à pénétrer dans les positions ennemies les mieux défendues et dans les villes les plus importantes.

- Les capacités du combattant palestinien se sont beaucoup améliorées pour affronter le soldat ennemi qui est bien équipé, bien entraîné et bien armé.

- Les opérations suivantes, exécutées malgré les mesures de sécurité de l'ennemi ont nécessité une organisation et une exécution extrêmement complexes techniquement : Oiryat Shmona, Maalot, Nahariya, Haifa, Savoy, Safad, Jérusalem et Tel-Aviv.

GUADELOUPE

Répression contre l'Union des travailleurs agricoles

Début 75, les travailleurs de la canne à sucre regroupés dans l'Union des travailleurs agricoles (UTA) et l'Union des paysans pauvres (UPG) déclenchaient une vaste grève pour faire aboutir leurs revendications. Elle a rencontré un grand écho dans toute l'île, où de nombreux secteurs de la population, notamment les jeunes du MRJC, se sont mobilisés pour la soutenir. Sur un certain nombre de points les capitalistes usiniers ont dû reculer, malgré le soutien empressé que leur ont apporté les dirigeants traîtres et complices du P.C.G., de la CGTG et des autres syndicats opposés aux travailleurs en lutte.

Képis rouges, CRS, gendarmes, policiers étaient partout présents pour tenter de briser la résistance populaire et mettre le peuple à genoux. Les fusils, les grenades à gaz lacrymogènes, les matraques, à Grosse-montagne et à Dubédou, ont trouvé les travailleurs dignes et sans peur.

Alors c'est maintenant le tour de la répression judiciaire.

Depuis le mois d'avril, des dizaines de camarades travail-

leurs ont été convoqués par différentes gendarmeries.

Les capitalistes usiniers, les propriétaires fonciers ont déposé une plainte contre le camarade Nomertin Thermisien, secrétaire général de l'UTA. Ils l'accusent d'avoir utilisé des armes, détruit du matériel, frappé des travailleurs. L'UTA, l'UGTG et l'UPG ont décidé de faire de la date de son procès une grande journée d'action de masse pour protester contre l'arbitraire et faire écho à la répression du pouvoir colonial français.

L'EXPANSION MILITAIRE RUSSE MENACE LA NORVEGE

«Pour les Norvégiens, la menace d'une invasion reste une réalité» : c'est l'avis d'un général suédois qu'il développe dans le dernier numéro de «Conflits internationaux», revue de l'Institut suédois des Affaires internationales.

En effet, l'Union soviétique a mis l'accent sur la flotte du Nord et le «bras» de la flotte s'est étendu de la péninsule de Kola à l'océan Atlantique en passant par la Norvège. A chaque manœuvre navale effectuée par l'URSS, sa flotte a contrôlé les eaux comprises entre le Groenland et la Norvège en passant par l'Islande et l'archipel de Feroé.

Par ailleurs, dans la péninsule de Kola, l'URSS a construit un réseau de bases où s'entraînent des troupes diverses, très préparées et d'un haut niveau technique.

La situation de la Norvège l'engagera inévitablement dans un affrontement entre l'URSS et les Etats-Unis. Une fois sa partie nord occupée par l'URSS, celle-ci détiendrait une grande supériorité stratégique. D'où la menace réelle de l'invasion.

A ajouter la découverte et l'exploitation de pétrole dans les eaux proches de la Norvège ce qui revêt un caractère stratégique également.



La Pologne construit un gazoduc... pour l'URSS

En juin dernier, l'Union soviétique a signé un accord avec les pays est-européens, membres du Comecon, concernant l'exploitation du gaz d'Orenbourg et la construction d'un gazoduc allant d'Orenbourg à la frontière ouest - soit 2 750 km - ; la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la RDA et la Bulgarie doivent construire (séparément) le gazoduc, l'URSS ne se chargeant que du travail de prospection et d'élaboration des plans. La Pologne - selon cet accord - doit installer 558 km de gazoduc, c'est-à-dire le premier tronçon qui franchit l'Oural ; c'est la portion la plus difficile.

En décembre 74, autre «accord» entre la Pologne et l'URSS : la Pologne doit construire des canalisations entre l'URSS et Plock (Pologne)

longues de 900 km ; les fonds et la main d'œuvre sont encore à la charge de la Pologne.

Conséquence : la Pologne a déjà dépensé 500 millions de roubles à ces projets - les tuyaux et équipements devant être achetés au prix des devises - ; par ailleurs, des milliers de travailleurs polonais ont été transférés en URSS. Autrement dit, un trou pour l'économie polonaise, une émigration forcée pour les travailleurs polonais. Et cela pour le compte de l'URSS qui agit en pays impérialiste ni plus ni moins. Ce que fait remarquer le journal polonais «La vie économique» :

«La participation à la construction de ces deux ouvrages vise, dans le fond, à fournir des investissements et des crédits à l'Union soviétique.»

L'ALGERIE EXIGE LE DEPART DES FLOTTES ETRANGERES DE MEDITERRANEE

Récemment, le journal «El Moudjahid» a publié un important article expliquant la politique extérieure de l'Algérie. Le point de vue développé par le journal algérien concernant les flottes étrangères en Méditerranée rejoint celui de tous les peuples et pays riverains épris d'indépendance nationale. Nous en citons ci-dessous de larges extraits, étant donnée leur importance.

«Toujours à la recherche d'une stabilité véritable à travers le monde, l'Algérie ne manque pas d'exprimer sa volonté de voir la Méditerranée

devenir un lac de paix et pour cela elle ne cesse d'exiger le départ des flottes étrangères, qu'elles soient américaine ou soviétique, soulignant à juste titre, que ces flottes constituent une menace permanente pour les pays riverains.

«Parce que justement l'Algérie a un attachement profond pour son indépendance nationale, elle ne pouvait que rejeter la politique des blocs et refuser l'hégémonie.

«En tant que mouvement anti-impérialiste, le non-alignement refuse le système établi qui veut que la

dial est de la seule compétence de quelques nations.»

Après avoir souligné que l'indépendance politique serait incomplète sans l'indépendance économique, l'article dit : «Faisant partie du tiers monde, l'Algérie allait combattre les schémas classiques qui veulent que les pays pauvres demeurent exportateurs de matières premières et importateurs de produits manufacturés. Le sous-développement n'est pas une fatalité de l'histoire mais la conséquence d'un ordre inique établi par les pays riches.»

5 000 TRAVAILLEURS EN COLERE :



"CABLES DE LYON ASSASSINS !"

Mardi matin, ce sont au total plus de 5 000 travailleurs qui ont crié leur colère pendant plus de deux heures trente contre l'odieux attentat dont avaient été victimes

la veille sept ouvriers de l'usine des Câbles de Lyon à Clichy.

Vers 10 heures 30 une manifestation partait de la maison du peuple de Clichy où se tiennent les ouvriers

des Câbles de Lyon depuis que l'intervention en force des CRS les a obligés à interrompre l'occupation de l'usine. Leurs mots d'ordre «Câbles de Lyon, assassins», «Français, immigrés même patron même combat», «Milices fascistes hors de l'usine», scandés avec force au rythme de tambours et de sifflets témoignaient d'une indignation profonde devant ce nouveau crime du capital en même temps que d'une très grande combativité et d'une détermination inébranlable.

Quelque temps après, la jonction avait lieu entre cette manifestation des ouvriers des Câbles de Lyon, de leurs femmes et d'autres travailleurs solidaires et une autre manifestation à la tête de laquelle se tenaient les ouvriers en grève de Chausson, scandant «Chausson, les Câbles, solidarité !». Des travailleurs des usines de Genevilliers et de Bezons des Câbles de Lyon, de l'imprimerie Paul Dupont, de Vélosolex, de Thomson, de la Snecma-Hispano, d'Astra, du centre de formation de Renault, de l'hôpital Beaujon, etc, avaient débrayé spontanément pour venir manifester leur colère et témoigner de leur soutien aux travailleurs des Câbles de Lyon de Clichy.

La manifestation devait parcourir plusieurs kilomètres à travers Clichy puis faire le tour de l'usine des Câbles de Lyon. Finalement, un meeting s'est tenu devant la porte de l'usine, sur les lieux mêmes de l'attentat fasciste de la veille.

Au cours de ce meeting, le délégué syndical de l'usine a pris la parole au nom des travailleurs pour relater les faits et affirmer très fort qu'aucune répression, aucune provocation ne pourra intimider les grévistes, et que les travailleurs resteront unis et combattront jusqu'à satisfaction totale de leurs revendications.

Quant aux bonzes révisionnistes du P.C.F., conscients de la colère profonde provoquée par l'attentat fasciste, ils sont venus faire leur numéro de démagogie. En effet, les zélus, soi-disant venus pour soutenir les travailleurs, au moment de la jonction des deux cortèges, se sont placés d'autorité en tête, devant les travailleurs des Câbles. Par ailleurs, les mots d'ordre que certains bonzes révisionnistes essayaient de lancer soi-disant pour défendre les «libertés» n'étaient pas repris par la masse des travailleurs.

Lors de la prise de parole à la fin de la manifestation, un bonze de l'Union départementale CGT a prétendu apporter son soutien aux travailleurs en lutte. S'agit-il véritablement d'une solidarité ? Non ! Car dans ce cas ils auraient mobilisé toutes les usines des Câbles, du trust CGE ; or ce sont eux qui précèdent tout pour maintenir l'action dans une usine isolée, ou quelques-unes seulement, ayant trop peur d'être dépassés par les événements ! Car, un tel événement doit susciter la MOBILISATION DE TOUTE LA CLASSE OUVRIERE !

Le 39^{ème} Congrès de la CGT

Le bulletin des correcteurs de mai 1975 édité par le syndicat des correcteurs de Paris et de la région parisienne publiée à la page neuf quelques réflexions du comité syndical à propos du document d'orientation et du projet d'action concernant le 39^{ème} congrès de la CGT.

Ainsi le quatrième volet intitulé «Pour une démocratie économique et politique et pour

L'HUMANITÉ-ROUGE PARAITRA NORMALEMENT DEMAIN

Après avoir discuté avec plusieurs ouvriers du Livre syndiqués, nous avons décidé de maintenir la parution de notre quotidien demain. La grève décidée par les dirigeants de la Fédération sans consultation de la base ne correspond pas aux aspirations des travailleurs qui veulent vraiment soutenir les ouvriers du «Parisien libéré». En effet cette grève de 24 heures n'empêchera nullement le «Parisien» de paraître et même d'être le seul quotidien en kiosque ce qui est un comble !

De nombreux ouvriers ont dit : «Pour soutenir les camarades du «Parisien» il faut une grève illimitée et empêcher vraiment le «Parisien» de paraître et c'est possible».

Pour nous, nous n'avons pas fait paraître à deux reprises l'«Humanité rouge» : bien que son contenu politique en fasse toujours un soutien aux ouvriers sa parution n'aurait alors pas été comprise par la masse des travailleurs.

Mais demain il en va autrement, voilà pourquoi vous trouverez l'«Humanité rouge» auprès de vos diffuseurs.

Le syndicat des correcteurs n'a pas repris à son compte le «Programme commun»

le socialisme retient notre attention. L'attitude critique à l'égard de la direction révisionniste de la CGT contenue dans ce volet rejoint en nombreux points nos critiques de ce programme bourgeois.

Mais auparavant voyons ce que dit le comité syndical à propos de la démocratie syndicale : «Nous pensons qu'il ne peut s'agir de démocratie formelle, et qu'un certain nombre de pratiques devraient être bannies (...) Pour nous la démocratie syndicale signifie droit d'expression des syndiqués dans les syndicats, des syndicats dans les fédérations et dans la confédération».

«Enlever le contrôle de l'appareil d'Etat aux représentants du grand capital signifie-t-il mettre les hauts fonctionnaires des administrations, les cadres de l'armée et de la police au service des travailleurs ?

Ensuite le comité caractérise ce qu'est le capitalisme monopoliste d'Etat, puis explique que le programme conserve intégralement l'exploitation capitaliste. Il déclare :

Les lois fondamentales — Code du travail, lois sur la propriété, Code pénal — seront-elles modifiées ? Peuvent-elles être réformées dans le cadre d'un gouvernement porté au pouvoir par une alliance de plusieurs classes sociales ayant des intérêts divergeants ?

Car si la petite et la moyenne bourgeoisie sont en effet lentement détruites par la concentration du

capital, elles n'en restent pas moins propriétaires de moyens de production, ayant des conflits d'intérêt avec leurs salariés. Dans l'imprimerie, secteur où se trouvent beaucoup de petites et moyennes entreprises, nous sommes bien placés pour le savoir.

En ce qui concerne plus particulièrement les nationalisations, il s'agit d'un transfert de propriété. Et les signataires du programme n'ont pu arriver à un accord sur les formes de gestion qui leur seront appliquées, puisque le parti communiste se réclame de la «gestion démocratique» et que le parti socialiste se situe dans la perspective de «l'autogestion».

Le transfert de propriété ne modifie en rien les rapports de production capitaliste, et les travailleurs de ces entreprises restent des salariés soumis à la condition ouvrière.

Le transfert de propriété ne modifie en rien les lois économiques de la production capitaliste — nécessité de vendre pour réaliser un profit, équilibre budgétaire nécessaire avec ses conséquences pour les travailleurs sur les salaires, les cadences, l'incitation à la production, les licenciements, etc.

Le mouvement syndical, organisation de classe dans son sens le plus pur, ne changera donc pas de nature. Il restera, face aux petits patrons, face aux gestionnaires publics chargés d'appliquer les décisions imposées par la rationalité de l'économie de marché l'organisation des

travailleurs pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux dans une société régie par les lois du système capitaliste.

Il est donc nécessaire de lui maintenir toujours plus son indépendance pleine et entière.

Maintenir et développer l'indépendance de l'organisation syndicale signifie que celle-ci doit conserver son propre programme, à court et à moyen terme son cahier revendicatif, à long terme celui qui est inscrit dans ses statuts, c'est-à-dire la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme par la disparition du salariat.

Permettez-nous avant de poursuivre de rappeler qu'au 37^{ème} congrès de la CGT tenue en 1969, les dirigeants révisionnistes de la CGT faisaient entermer d'importantes modifications aux statuts de la CGT et portant sur le fond et non sur la forme comme ils le prétendaient.

André Berteloot devait déclarer notamment dans son intervention : «En même temps, le nouvel article premier propose une rédaction plus claire quand au but fondamental poursuivi par la CGT en substituant à l'ancienne formule «disparition du salariat et du patronat» une autre définition beaucoup plus explicite à savoir : «La suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de

(suite page 2)